

**ARRÊTÉ n° 2025/151**

**ANNULE ET REMPLACE L'ARRETE 2025-137**

**REGLEMENTATION TEMPORAIRE DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT – LIVRAISON  
PISCINE COQUE – ROUTE DE LA PLAINE – LEA COMPOSITES-**

Le Maire de la Commune de Courthézon,

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2212-1, L 2212-2, L 2212-5, L 2213 et suivants,

**Vu** le Code de la Route et ses textes subséquents,

**Vu** l'arrêté du 26 décembre 2000 modifiant l'arrêté du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes,

**Vu** la DP 084 039 25 0 0020 pour la construction d'une piscine, accordée le 18/03/2025,

**Vu** la demande de Madame Ayme Céline, SOCIETE LEA COMPOSITES – 361, allée de l'escadron – 84100 ORANGE, reçue le 17 avril 2025 sollicitant une occupation du domaine public afin d'effectuer une livraison de piscine coque, route de la Plaine, à l'arrière du n°52 de la rue Cesaria Evora, commune de Courthézon.

**Considérant** que pour permettre la réalisation de cette intervention, il convient de prendre toutes les mesures de sécurité à l'égard des usagers du domaine public.

**Considérant** qu'il est nécessaire de prévenir les usagers et les riverains 48 heures précédant l'intervention.

**ARRÊTE**

**Article 1<sup>er</sup>** : La demande d'occupation temporaire du domaine public formulée par Madame Ayme Céline, SOCIETE LEA COMPOSITES – 361, allée de l'escadron – 84100 ORANGE est autorisée le 28/04/2025 de 08h30 à 11h00.

**Article 2** : Le demandeur devra respecter pendant toute la durée de cette occupation temporaire du domaine public les prescriptions suivantes :

- Appliquer les prescriptions de la Communauté de Commune Pays d'Orange en Provence (CCPOP),
- Les restrictions suivantes seront instituées au droit du chantier :
  - Vitesse limitée à 30 km/h,
  - Défense de stationner,
  - Interdiction de dépasser dans les deux sens de circulation,
- La circulation de tous les véhicules sera assurée par signaux K10. La longueur maximale de l'alternat sera de 50 mètres,
- La signalisation au droit et aux abords du chantier sera mise en place par l'entreprise chargée des travaux, maintenue en permanence en bon état, adaptée pendant les interruptions et enlevée à la fin des travaux, sous contrôle des services de la commune,
- Veiller à permettre la libre circulation des véhicules d'urgences en cas de besoin,

- Veiller à la sécurité des usagers,
- Assurer la police de la circulation au droit de son chantier,
- Veiller à la remise en état de la voie publique.

L'ensemble de ces mesures sont à la charge du bénéficiaire de l'occupation temporaire du domaine public.

**Article 3** : Les droits des tiers sont et demeurent préservés.

**Article 4** : Les infractions aux dispositions du présent arrêté seront constatées et poursuivies conformément aux lois et règlements en vigueur.

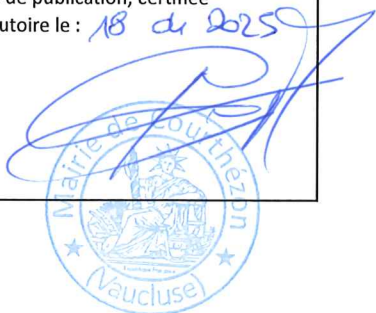
**Article 5** : La commune ne pourra pas être reconnue responsable pour l'insuffisance de la signalisation mise en place par les pétitionnaires.

**Article 6** : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif dont dépend la commune dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

**Article 7** : Le Maire, le Commandant de Brigade de Gendarmerie Nationale de Châteauneuf du Pape, les Policiers Municipaux, les Sapeurs-Pompiers de la Caserne de la Grange Blanche, Madame Ayme Céline, SOCIETE LEA COMPOSITES – 361, allée de l'escadron – 84100 ORANGE, sont, chacun en ce qui le concerne, chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément aux dispositions de l'article L 2122-29 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Date de publication, certifiée  
exécutoire le :

18 de 2025



Courthézon, le 17/04/2025

Pour Le Maire, Nicolas PAGET,

Le 1<sup>er</sup> Adjoint, Jean-Pierre FENOUIL,

